

Décryptage : Le budget 2019, les dédoublements et la fin des maitres plus

Les postes de professeurs des écoles créés à la rentrée 2019 suffiront-ils aux besoins ? A nouveau JM Blanquer se trouvera face à une arithmétique difficile. Le nombre de postes créés à la rentrée 2019 ne permettra pas le dédoublement des classes de Ce1 de Rep et Rep+. A nouveau il faudra récupérer des postes ailleurs. A nouveau, les mêmes catégories d'écoles et d'enseignants paieront le prix. Ce qui sera nouveau c'est qu'il sera clair que ces efforts sont le résultat des économies budgétaires. Et peut-être cela change tout...

Des artifices dès 2018

De combien de postes le ministère aura-t-il besoin à la rentrée 2019 pour assurer les dédoublements promis en éducation prioritaire ? Le candidat Macron avait promis de faire tous les dédoublements en deux ans. Mais dès juillet 2017, le Café annonçait que c'était "mission impossible". Jamais JM Blanquer n'aurait pu trouver les 9500 postes nécessaires pour en finir à la rentrée 2018.

Alors le ministère a décidé d'étaler sur trois années ce qui ne pouvait se faire en deux. A la rentrée 2017 il a utilisé les créations de postes de N Vallaud-Belkacem pour dédoubler 2200 classes de Cp en Rep+. A la rentrée 2018, le premier budget fait par JM Blanquer était déjà sous pression de Bercy. Déjà plus question de créer des postes, il fallait supprimer ici pour ouvrir là. En utilisant différents expédients, le ministre a créé plus de 3000 postes dans le premier degré. Il a pu dédoubler les CP de Rep et trois CE1 de Rep+ sur quatre, soit au total 4700 classes qui ont consommé selon le Snuipp 5400 postes.

Pour réussir ces ouvertures il a utilisé plusieurs artifices. Outre les créations de postes il a utilisé plus de 1300 postes de maitres plus. Il a aussi, selon le Snuipp, fermé 808 classes rurales et 890 en maternelle.

Les dédoublements de 2019

A la rentrée 2019 il lui reste à dédoubler le reste des Ce1 de Rep+ et tous les Ce1 de Rep. Selon notre estimation, cette mesure demandera au moins 4100 postes. La question est donc où les trouver ?

Le ministère a prévu de créer 1900 ou 1800 postes de professeurs des écoles à la rentrée 2019 (les deux chiffres circulent au ministère). Il lui faut donc trouver environ 2300 postes supplémentaires pour faire face aux dédoublements.

Il est probable que les 1496 postes de maitres plus restants seront mis à contribution. Mais il lui restera à trouver environ 800 postes ailleurs c'est à dire à nouveau fermer des classes rurales ou de maternelle. Le volant de remplaçants reste trop faible pour qu'on puisse y puiser des ressources.

Réformer ou supprimer des postes, il faut choisir

En 2017 et 2018, ces prélèvements ont fait grincer des dents. Notamment les élus ruraux sont montés au créneau et ont exigé des comptes du ministre. Mais tout le monde pouvait constater que cette mesure sociale était financée en partie par l'Etat qui ouvrait des postes d'enseignants.

En 2019 le climat sera bien différent. Ces prélèvements interviendront alors que le ministère supprime officiellement 1900 postes d'enseignants et de facto plutôt 2400. Les postes pris ailleurs le seront parce que le gouvernement fait des économies. Il est moins sûr que les parents et les élus se laissent faire. Pour un haut fonctionnaire du ministère, qui a vécu les épisodes Darcos et Chatel, "à l'Education nationale, on ne peut pas réformer et supprimer des postes. Il faut choisir". Cette maxime pourrait bien être celle des 12 prochains mois.

**François Jarraud,
L'Expresso**